



Aucun être humain n'est illégal!



L'expulsion des migrants du campus mercredi à l'aube n'a pas été une surprise pour les militants investis dans cette lutte. Le mépris de la présidence d'Olivier Baloux s'était déjà manifesté par le traitement accordé aux organisations syndicales, de même que son refus de rencontrer les collectifs et les acteurs de cette lutte pour la dignité. Les effets d'annonce pour trouver des solutions « humaines » n'auront duré que quelque temps; rien de concret n'a été proposé sinon l'expulsion avant la fin de la trêve hivernale. Ce conflit laissera des traces et cette victoire se paiera chèrement. En effet la fracture est désormais béante au sein de la communauté universitaire, la parole de la présidence s'est fortement dévaluée et la gestion des prochains dossiers semble bien compromise avec un tel sens du dialogue.

UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE...

Plus de 120 sans-papiers sont à la rue désormais. Nous en tenons pour responsables les autorités publiques et universitaires; de même que les conséquences sanitaires, psychologiques, et la grande détresse humaine dont ce petit monde n'a que faire. La solidarité de B17 empêche le pire mais c'est une solution de courte durée. Certains ont pu être accueillis par des habitants généreux (honneur à eux). D'autres ont quitté la ville pour tenter leur chance ailleurs.

L'écrasante majorité demeure à quelques pas de la Préfecture, sans solution pérenne. La Mairie socialiste, quelques mètres plus loin, reste silencieuse, à la recherche d'une discrétion politique qu'on ne devinait pas, elle pourtant si friande à vendre l'image de Nantes ville ouverte sur le monde. Et pourtant ces êtres humains existent et nous avons la faiblesse de croire qu'ils ont des droits.

... MAIS L'ENVIE DE RÉSISTER DEMEURE!

L'amertume passée, les affaires récupérées après l'évacuation, des discussions reprises, la vie poursuit son cours. La solidarité s'est activée : des gestes, de la nourriture, des soins apportés par des médecins, et parfois juste une présence ont réchauffé un peu le cœur des exilés. Où aller? Le plan B n'est pas assuré : que faire? Toutes ces questions et bien d'autres s'accumulent dans le local chaleureux mais exigu de B17. Elles étaient jusqu'à vendredi dernier sans réponses.

NOS TÂCHES

Des équipes ont trouvé un nouveau lieu : une ancienne maison de retraite (Ehpad), 8 rue Maurice Sibille. C'est un grand espace de 6000 m carrés avec 70 chambres. C'est une solution peu onéreuse pour la communauté qu'il faut mettre au regard de l'incurie des services publics. Une autre partie assure le défi logistique et les difficultés sont

nombreuses.. D'autres, enfin, comme le Collectif des sans-papiers de Nantes, assurent les tâches juridiques, éducatives et le travail d'un pôle santé assuré par des professionnels. Ces tâches sont complémentaires. Il faut pourtant prendre la mesure de la situation et porter plus largement le message auprès des habitants de notre ville. Cela passe par l'organisation des migrants, ceux du collectif mais aussi ceux des squats. Des réunions politiques se tiennent la semaine dans trois de ces lieux. Mais il faut être plus entreprenants. C'est d'une grande réunion, associant tous les soutiens de cette lutte légitime (aucun être humain est illégal) qu'il faut construire. Il faut réunir les forces, les coordonner, et casser le silence suscité par la propagande de peur du gouvernement.

C'est à cette perspective que nous travaillons, avec d'autres. Et tous les gestes, petits ou grands, discrets ou publics, sont nécessaires. L'aide matérielle bien sûr. Mais surtout l'action, l'engagement, en un mot la lutte, voilà le chemin qu'il faut reprendre. Cela ne s'oppose en rien aux résistances syndicales en cours. Bien au contraire. Refuser la politique de répression et de régression de Macron est un pas nécessaire. Mais construire une alternative demande de faire converger toutes ces luttes, pour créer quelque chose de nouveau. Et pour ce défi l'apport de chacun est nécessaire. À bientôt donc sur le chemin des luttes!

COMMENT APPORTER SON AIDE?

En ce moment ce qui manque en urgence sont des matelas. Bien entendu aussi des produits d'hygiène de première nécessité, et c'est une évidence : de la nourriture. Il suffit d'apporter cela au nouveau lieu — 8 rue

M. Sibille près du square Cambronne — et d'en profiter pour rencontrer ces migrants. Sans poser des questions douloureuses — les parcours sont tous difficiles — mais avec l'esprit ouvert vers l'échange.

VIDÉO-DÉBATS LUTTES DES SANS-PAPIERS

« ON VIENT POUR LA VISITE »

JEUDI 15, VENDREDI 16, SAMEDI 17 MARS

Sont organisés dans des squats de migrants une série de vidéo-débats autour des luttes des sans-papiers, des tentatives d'organisation et de la grève menée dans les entreprises de construction. Si tu veux t'associer aux initiatives, contacte les diffuseurs de Revolution.



RÉUNION LYCÉENNE CONTRE LA SÉLECTION

Pour s'opposer il faut d'abord comprendre. Voilà pourquoi nous proposons d'échanger sur le futur projet de loi, et d'envisager des réunions d'information

dans les lycées. Il existe un minorité dans chaque lycée général ou professionnel qui s'interroge. Politisons nos inquiétudes et nous inquiéterons les politiciens!

JEUDI 15 MARS À 18 H
CENTRE-VILLE

(POUR LE LIEU VOIR LES DIFFUSEURS)

RETRAIT DU PROJET DE LOI MACRON-COLLOMB SUR L'IMMIGRATION



Le projet de loi que prépare le gouvernement Macron et son ministre de l'intérieur contre les migrants est une infamie : doublement de la durée de rétention, allongement de la « retenue » pour vérification, expulsion facilitée...

C'est en fait tout un arsenal administratif qui se renforce en contournant les règles élémentaires de l'état de droit et de la justice.

Être un migrant fait de vous un suspect. Mais un suspect qui ne bénéficierait même pas d'un garde-fou minimal. Car officiellement, l'État français ne vous condamne pas après un jugement contradictoire. Il vous « retient » dans un centre administratif, le temps de vous trouver un pays d'accueil pour vous expulser : celui qui est supposé être le vôtre ou un « pays tiers » réputé « sûr ». Et tant pis si ces pays ne sont pas si sûrs et si beaucoup des déboutés du droit d'asile se retrouvent à la case départ en prison, maltraités...

Le ministre de l'intérieur l'a assuré : on n'expulse pas assez en France. Le

Pen l'avait promis. Macron le fait. Encore un peu et il voudrait faire de nous ses complices.

DURCISSEMENT DE LA RÉPRESSION = DANGER POUR TOUTES ET TOUS

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de 90 000 interpellations d'étrangers en situation irrégulière l'année dernière et des centaines et des centaines de milliers de contrôles incessants pour arriver à ce résultat. C'est-à-dire concrètement un quadrillage policier permanent et des contrôles au faciès. Tout ce qui alimente le racisme au quotidien. On voit ce que valent ensuite les grandes déclarations humanistes des responsables politiques, la main républicaine sur le cœur.

Le Parti socialiste a été le premier à instituer les centres de rétention en 1981 avec une durée maximale de 7 jours. Les lois successives n'ont eu de cesse d'allonger ces délais : 10 jours en 1993, 12 jours en 1998, 32 jours en 2003, 45 jours en 2011 et maintenant 90 jours en 2018 ! Avec la possibilité d'ajouter 30 jours supplémentaires dans le cas où l'étranger

ferait « obstruction » à son « éloignement » !

Dans le même temps, l'état d'urgence institué en novembre 2015 (en réactivant une loi datant de la guerre d'Algérie) a été pérennisé. Des personnes suspectées d'être « radicalisées » sont assignées à résidence parfois depuis deux ans, sans jugement, sans acte d'accusation, sur la simple dénonciation de la police. Le nombre de militants associatifs, syndicaux, politiques qui se retrouvent avec un procès pour leur activité militante explose.

Et c'est logique : le « Président des riches » qui fait passer ses lois antisociales à coup de 49-3 n'a pas d'autres choix que l'intimidation pour faire passer sa politique. C'est l'ensemble des libertés démocratiques qui reculent et le mouvement social que l'on criminalise. Les étrangers sont les premières victimes. Mais c'est bien l'ensemble de la population qui est visée dès lors qu'elle relève la tête.

LA SOLIDARITÉ, PARCE QUE C'EST TOUS ENSEMBLE QU'ON VA GAGNER !

Le 17 mars nous serons toutes et tous dans la rue pour dire notre dégoût face à ces politiques racistes et liberticides, notre refus de l'impunité policière dans les quartiers. Et le 22 mars nous serons nombreuses aux côtés des cheminots et des fonctionnaires contre le démantèlement des services publics. Qu'importe que nous ayons le « statut » ou pas, que nous soyons sans emplois ou précaires, d'origine étrangère ou pas. Nous avons toutes et tous intérêt à ne pas nous laisser diviser pour combattre l'injustice de ce gouvernement au service des nantis, des capitalistes, nos seuls véritables ennemis.

Une montée en car est proposée (avec une demande de participation en fonction des revenus) par le Gasprom pour monter à la manifestation (ASTI de NANTES GASPROM. : 24 rue Fouré 44 000 Nantes : 02 40 47 00 22 : 09 54 13 84 64 : gasprom@nantes.fr

L'APOSTAT DE JACK LONDON, 2018, ÉDITIONS LIBERTALIA



Une parabole sur la main-d'œuvre infantile.

« Quand il avait six ans, il tenait lieu de père et de mère à Will et aux autres enfants en bas âge de la maisonnée. À l'âge de sept ans, il entra à l'usine pour y enrouler des bobines. À huit ans, il était embauché dans une autre usine. Son nouvel emploi était d'une simplicité merveilleuse : assis sur une chaise, il n'avait qu'à guider, à l'aide d'un petit bâton, le flot d'étoffe que déversaient les métiers à tisser. L'étoffe passait ensuite sur un rouleau chaud avant de poursuivre son chemin ailleurs dans l'usine. Privé de la lumière du jour et rivé sur sa chaise sous un brûleur à gaz flamboyant, Johnny était devenu lui-même un rouage de la machine. »

Dans L'Apostat, Jack London (1876-1916) dénonce le travail des enfants. Il conte l'histoire de Johnny, qui s'échine à l'usine depuis son plus jeune âge pour faire vivre sa famille. Mais un matin, son corps ne répond plus. Prematurément usé, il décide de déserteur l'armée du travail.

Une révolte rimbaldienne teintée de naturalisme ; une nouvelle saisissante, insuffisamment connue, mêlée d'éléments autobiographiques.